

Elle a également pour objet de permettre le retour à l'emploi des personnes qui ont interrompu leur activité professionnelle pour s'occuper de leurs enfants ou de leur conjoint ou ascendants en situation de dépendance.

## Chapitre II : Accès à la formation professionnelle continue.

L. 6312-1

LOI n°2014-288 du 5 mars 2014 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accès des salariés à des actions de formation professionnelle est assuré :

1° A l'initiative de l'employeur, le cas échéant, dans le cadre d'un plan de développement des compétences ;  
2° A l'initiative du salarié, notamment par la mobilisation du compte personnel de formation prévu à l'article

**L. 6323-1** ;

3° Dans le cadre des contrats de professionnalisation prévus à l'article **L. 6325-1**.

[service-public.fr](#)

> Plan de développement des compétences (ex-plan de formation) : Initiative de la demande de formation

[Circulaires et instructions](#)

> Circulaire du 5 août 2010 relative aux modalités de formation à la circulation des véhicules et engins sur les aérodromes

L. 6312-2

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et des professions non-salariées, y compris ceux n'employant aucun salarié, ainsi que leur conjoint collaborateur ou leur conjoint associé mentionné à l'article **L. 121-4 du code de commerce**, bénéficient personnellement du droit à la formation professionnelle continue.

Le même droit est ouvert aux travailleurs privés d'emploi.

## Chapitre III : Catégories d'actions

L. 6313-1

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les actions concourant au développement des compétences qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle sont :

1° Les actions de formation ;

2° Les bilans de compétences ;

3° Les actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience, dans les conditions prévues au livre IV de la présente partie ;

4° Les actions de formation par apprentissage, au sens de l'article **L. 6211-2**.

[Conseil d'Etat](#)

> Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2021-10-20, 440377 [ECLI:FR:CECHR:2021:440377.20211020]

[service-public.fr](#)

> Un salarié en arrêt de travail peut-il suivre une formation ? : Liste des formations autorisées

> Bilan de compétences d'un salarié du secteur privé : Liste des formations autorisées

L. 6313-2

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'action de formation mentionnée au 1° de l'article **L. 6313-1** se définit comme un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel.

Elle peut être réalisée en tout ou partie à distance.